

L'an deux mille quatorze, le dix février, à vingt heure trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Mme Sophie MÉTADIER, Maire.

Date de convocation :

Le 31 janvier 2014

Date d'affichage :

Le 31 janvier 2014

Nombre de conseillers :

En exercice : **17**

Présents : **11**

Votants : **13**

Quorum : **09**

Étaient présents :

Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, Mme Michèle GRATADE, Mme Michèle VILLATTE, M. Jean-Claude DUPAS, M. Jérôme TARNIER, Mme Monique GUÉRY.

Absents excusés : Mme Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Mme VILLATTE), M. Joël ANTIER (pouvoir à M. TARNIER), M. Fabrice DAVOIGNEAU.

Absents : Mme Dominique MACE, M. Frédéric DUPUIS, M. Olivier PIQUEUX.

M. Yves BANDEVILLE est élu secrétaire.

Le PV du conseil municipal du 2 décembre 2013 est approuvé à l'unanimité.

DCM2014-001. COMPTE ADMINISTRATIF 2013.

M. Yves BANDEVILLE, doyen de la séance, préside le Conseil Municipal et présente le compte administratif 2013 s'élevant à :

- Section de fonctionnement :
 - 1 487 731,14 € en dépenses,
 - 1 658 466,05 € en recettes,Ce qui représente un excédent de fonctionnement de 170 734,91 €.
- Section d'investissement :
 - 811 715,70 € en dépenses,
 - 739 227,20 € en recettes,Ce qui représente un déficit de 72 488,50 €.

Madame le Maire quitte la séance.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 12 pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Accepte le compte administratif 2013.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

Mme le Maire revient en séance

DCM2014-002. COMPTE DE GESTION 2013.

Mme le Maire préside le Conseil Municipal.

M. CLERGEOT, percepteur, présente au Conseil Municipal des ratios d'analyse de la comptabilité 2013.

M. CLERGEOT, présente au Conseil Municipal le compte de gestion pour l'année 2013. Le compte de gestion est le reflet exact du compte administratif.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Accepte le compte de gestion 2013.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-003. AFFECTATION DES RESULTATS 2013.

Madame le Maire propose d'examiner le compte administratif, et de statuer sur l'affectation du résultat de l'exercice, en constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de 170 734.91 € et un excédent cumulé (N-1) de 314 926,46€
- un excédent cumulé d'investissement de 197 081,75 € diminué du résultat déficitaire des restes à réaliser de 382 194.49 € soit un total de moins 171 698,05 €.

Elle propose d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	
Résultat de fonctionnement A - <u>Résultat de l'exercice</u> Précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	+ 170 734, 91 €
B - <u>Résultats antérieurs reportés</u> Ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)	+ 144 191,55 €
C - Résultat à affecter = A+B (hors restes à réaliser) (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	+ 314 926,46 €
D - <u>Solde d'exécution d'investissement</u> D 001 (besoin de financement) R 001 (excédent de financement)	197 081,75 €
E - <u>Solde des restes à réaliser d'investissement (4)</u> Besoin de financement Excédent de financement (1)	382 194,49 €
Besoin de financement F	=D+E 185 112,74 €
AFFECTATION = C	=G+H
1) Affectation en réserves R1068 en Investissement G = au minimum, couverture du besoin de financement F	185 112 74 €
2) H Report en fonctionnement R 002(2)	129 813,72 €
Report en investissement R 001	197 081,75 €
DEFICIT REPORTE D 002 (5)	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Accepte l'affectation des résultats 2013 ci-dessus,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-004. DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES TRAVAUX DE RESTAURATION DES COURS D'EAU DU BASSIN DE L'INDRE AMONT PAR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LOCHES DÉVELOPPEMENT.

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté de Communes Loches Développement a ouvert une enquête publique se déroulant du 13 janvier au 13 février 2014 inclus concernant la demande de déclaration d'intérêt général des travaux de restauration des cours d'eau du bassin de l'Indre Amont. Le Conseil Municipal doit se prononcer sur ce dossier.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable sur ce dossier.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Donne un avis favorable sur la demande d'intérêt général des travaux de restauration des cours d'eau du bassin de l'Indre Amont de la Communauté de Communes Loches Développement.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-005. TABLEAU DU PERSONNEL.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que : l'agent d'accueil parti à la retraite le 31 décembre 2013 occupait un poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe et qu'il convient de le supprimer ; l'adjoint technique de 2^{ème} classe faisant fonction d'ATSEM a changé de grade et est passée adjoint technique de 1^{ère} classe faisant fonction d'ATSEM, il convient de supprimer le poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe; l'ATSEM principal de 2^{ème} classe a changé de grade et est passé ATSEM principal de 1^{ère} classe, il convient de supprimer le poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe . Deux postes d'adjoints administratifs de 2^{ème} classe sont pourvus et aucun non-pourvu.

Le nouveau tableau des effectifs de la commune de Beaulieu-lès-Loches sera le suivant :

GRADE	TEMPS DE TRAVAIL	POSTE POURVU	POSTE NON POURVU
SECRÉTAIRE DE MAIRIE-ATTACHÉ	35/35	1	0
ADJOINT ADMINISTRATIF de 1 ^{ère} CLASSE	35/35	1	0
ADJOINT ADMINISTRATIF de 2 ^{ème} CLASSE	35/35	2	0
ATSEM PRINCIPAL de 1 ^{ère} CLASSE	35/35	1	0
AGENT DE MAÎTRISE	35/35	1	0
ADJOINT TECHNIQUE de 2 ^{ème} CLASSE	35/35	3	0
ADJOINT TECHNIQUE de 2 ^{ème} CLASSE FAISANT FONCTION DE CANTINIÈRE	35/35	1	0
ADJOINT TECHNIQUE de 1 ^{ère} CLASSE FAISANT FONCTION D'ATSEM	35/35	1	0
GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE	35/35	1	0

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Modifie le tableau des effectifs comme indiqué ci-dessus,
- Autorise Madame le Maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM2014-006. CHOIX DU BUREAU D'ÉTUDES POUR L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération lors de la séance du 3 juin 2013 (DCM2013-047) il a été décidé de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la commission d'appel d'offre à procédure adaptée s'est réunie le 9 janvier 2014 pour le choix du bureau d'études pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La commission d'appel d'offre à procédure adaptée s'est réunie de 4 décembre 2013 dans le but de procéder à l'analyse des offres des 7 entreprises qui ont répondu à l'annonce du 24 septembre 2013 et donc la candidature a été déclarée valable lors de la réunion du 31 octobre 2013.

Le bureau d'études qui a obtenu la meilleure note avec 128,5 sur 150 est le groupement URBAN'ISM-Théma environnement pour un montant total de 38 400€ HT soit 46 080€ TTC.

La commission d'appel d'offre à procédure adaptée propose au Conseil Municipal de retenir cette offre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Décide de retenir l'offre du groupement de bureau d'études URBAN'ism-Théma environnement pour un montant total de 38 400€ HT, soit 46 080€ TTC.
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM2014-007. APPROBATION DE L'AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) est une servitude d'utilité publique qui vise à préserver le patrimoine de la commune sur lequel elle s'applique.

Vu le code du patrimoine, et notamment ses articles L642-1 et suivants, D642-1 et suivants relatifs aux AVAP :

- Par délibération du 7 novembre 2011 a été décidée la mise en étude de l'AVAP,
- Par délibération du 14 janvier 2013 a été arrêté le projet de l'AVAP,
- La Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS) a émis un avis favorable le 5 mars 2013,
- Une enquête publique unique portant sur l'AVAP, la modification n°4 du Plan d'Occupation des Sols (POS), la modification du Périmètre de Protection des Monuments Historiques a été organisée du 20 juin 2013 au 22 juillet 2013 inclus. Le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable à la suite de l'enquête publique
- Les Personnes Publiques consultées ont émis des avis favorables,
- La Commission Locale de l'AVAP (CLAVAP) a émis un avis favorable au rapport du commissaire enquêteur et sur la présentation du dossier au Préfet pour accord sur le projet d'AVAP.
- Le 27 janvier 2014, le Préfet a décidé de donner son accord au projet AVAP de la commune de Beaulieu-lès-Loches.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de créer une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Dit qu'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) est créée,
- Dit que le dossier d'AVAP est à disposition du public en mairie aux jours et heures habituelles d'ouverture de la mairie,
- Dit que la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois,
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM2014-008. APPROBATION DE LA MODIFICATION N°4 DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que l'élaboration de l'AVAP nécessitait de modifier le règlement du POS en vigueur sur la commune pour le rendre compatible avec le règlement de l'AVAP.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération n°2013-0015 du 11 février 2013, il a été décidé de prescrire la modification n°4 du POS.

La modification a été notifiée aux Personnes Publiques Associées (PPA) avant la tenue de l'enquête publique.

L'enquête publique portant sur la modification n°4 du Plan d'Occupation des Sols, au périmètre de protection des Monuments Historiques ainsi que l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine s'est déroulée du 20 juin 2013 au 22 juillet 2013. Le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable à la suite de l'enquête publique.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la modification n°4 du POS.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Approuve la modification n°4 du POS,
- Autorise Mme le Maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM2014-009. APPROBATION DE LA MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le Périmètre de Protection des Monuments Historiques est une servitude d'utilité publique qui s'applique autour de chaque édifice classé ou inscrit au titre des monuments historiques.

Le 17 mai 2013, l'Architecte des Bâtiments de France a proposé à la commune de modifier le Périmètre de Protection des Monuments Historiques avec pour objectifs principaux de :

- Limiter la servitude de protection aux espaces naturels ou bâtis se trouvant dans le champ de visibilité de chaque monument historique,
- Mettre en cohérence les limites de l'AVAP et celles des espaces protégés au titre des Monuments Historiques sur la commune de Beaulieu-lès-Loches.

L'enquête publique organisée du 20 juin au 22 juillet 2013 a porté sur le projet d'AVAP, la modification n°4 du POS, la modification du Périmètre de Protection des Monuments Historiques.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur la modification du Périmètre de Protection des Monuments Historiques.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Approuve la modification du Périmètre de Protection des Monuments Historiques
- Autorise Mme le Maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM2014-010. BAIL A TITRE PRÉCAIRE D'UNE DURÉE D'UN AN POUR LA GUINGUETTE.

Mme la Maire rappelle que le Conseil Municipal réuni le 2 Décembre 2013 a délibéré sur le principe de location du terrain communal dit "les Viantaises", cadastré AC237 partie, à la SAS "Les Javanaises" pour l'implantation d'activités économiques et culturelles estivales.

La gérante demande à ce que le bail puisse être fait soit au nom de la SAS "Les javanaises", soit en son nom propre.

Mme la Maire propose au Conseil Municipal d'accepter la demande de bail soit en nom propre, soit au nom de la SAS "les Javanaises", de signer un bail précaire d'un an pour la location de terrain cadastré AC237 partie, de fixer le loyer mensuel à 37,50€ soit 500€ pour l'année 2014 payable le 15 septembre 2014, les fluides étant à la charge du locataire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Décide d'établir un bail à titre précaire pour une durée d'un an en nom propre ou à la SAS "les Javanaises" pour la location de terrain des Viantaises cadastré AC237 partie,
- Autorise la dépose d'un permis de construire précaire sur cette même parcelle,
- Fixe le loyer mensuel à 37,50€ soit 500€ pour l'année 2014 payable le 15 septembre 2014. Les fluides sont à la charge du locataire,
- Autorise Mme le Maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM2014-011. REMBOURSEMENT DE FRAIS DIVERS.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le 14 novembre 2013, le conseiller municipal délégué aux services techniques, dans le cadre de sa mission, s'est déplacé avec l'agent responsable des mêmes services, à Neuvy-du Clocher (18) pour réceptionner la lame de déneigement prévue au budget primitif d'investissement 2013 et que cela a engagé des frais (Restaurant pour 46 €). Un remboursement partiel sur la base de paniers repas a été effectué pour 30,50 €.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de rembourser le solde au Conseiller Municipal délégué les frais engagés.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Décide de procéder au remboursement intégral des frais engagés lors de la mission à Neuvy-le-clocher au conseiller municipal délégué aux services techniques,
- Autorise Mme le Maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

DCM2014-012. PARTICIPATION DE LA COMMUNE A LA CLASSE VERTE DES ENFANTS EN CLASSE POUR L'INCLUSION SCOLAIRE.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la Classe pour L'Inclusion Scolaire (CLIS) de l'école élémentaire André Cravatte de Perrusson part en séjour "classe découverte" sur le thème de l'eau du 7 au 11 avril 2014 à Argenton-sur-Creuse.

L'école André Cravatte demande à la commune de participer à la classe découverte à hauteur de 50€ par enfant (2) en CLIS, soit 100€.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Accepte de participer à la classe découverte de l'école André Cravatte de Perrusson à hauteur de 50€ par enfant (2) en CLIS, soit 100€.
- Autorise Mme le Maire à signer tous documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

Informations :

- *Gratuité des locations de salles pour les candidats aux élections.*
- *Tenue des bureaux de votes lors des élections des 23 et 30 mars 2014*
- *Délibérations CCLD.*

La date du prochain Conseil Municipal le lundi 10 mars 2014 à 19h30.

Fin du Conseil à 21h40

Le Secrétaire,

Yves BANDEVILLE.